
Temps critiques

Hors-série

LUTTES ET SYNDICATS, UN MARCHÉ DE DUPES

EN FRANCE, PARADOXALEMENT, C'EST DANS LES ANNÉES QUI SUIVENT MAI 1968 QUE LES syndicats dits ouvriers¹ se transforment en véritable « force tranquille », anticipant et redoublant la stratégie du Programme commun de la gauche. Le recentrage de la CFDT d'abord, les droits syndicaux dans l'entreprise (lois Auroux de 1982) ensuite, semblent faire entrer le syndicalisme français dans une social-démocratisation déjà en place dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Mais patatras, alors que se produit cet *aggiornamento* du mouvement ouvrier traditionnel, la social-démocratie² subit à ce moment-là partout des revers politiques, pendant que le capital reprend l'offensive avec ses plans de restructuration et la destruction des forteresses

1 – Après Lip (1973) la classe ouvrière tend progressivement à disparaître comme classe antagonique car avec les restructurations, et la destruction des métiers et qualifications, il lui devient impossible d'affirmer une quelconque identité ouvrière. Ainsi, en 1979, la dernière grande lutte ouvrière en France, celle des sidérurgistes n'est plus qu'une bataille féroce consacrant la fin des luttes de classes telles qu'on a pu les connaître dans la période précédente (les mineurs en Angleterre, les chantiers navals en Espagne s'inscrivent dans la même période historique).

2 – C'est au cours de cette période que le chancelier allemand Helmut Schmidt, leader du SPD, prononce une phrase qui deviendra célèbre, et sera reprise par tous les patronats européens : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et de l'emploi d'après-demain ». Soit l'adhésion de la social-démocratie à la politique de l'offre, alors qu'elle avait toujours soutenu, depuis 1945 des politiques keynésiennes de relance par la demande (hausse des revenus, hausse de l'investissement public, hausse de la consommation, reprise de l'activité et des profits).

ouvrières, les délocalisations et la mise en place de la flexibilité par les patrons (précarisation des entrants sur le marché du travail) qui viennent retourner la flexibilité ouvrière de la période précédente (absentéisme, *turn over*, grèves sauvages). La syndicalisation qui aurait dû croître, et elle a effectivement crue dans l'immédiat après 68, décline rapidement suivant un mouvement continu surtout sensible dans le secteur privé, le plus touché par les restructurations.

Au cours de cette période qui court des années 1960 à 1980, les syndicats ont accepté toutes les mesures patronales/étatiques (nous sommes toujours dans le mode de régulation fordiste coiffé par l'État-providence) permettant à la fois d'amortir le « refus du travail », d'une fraction non négligeable de la jeunesse dans la période précédente, et la « crise du travail » maintenant produite par les restructurations et l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation du capital. En effet, alors que la retraite passe à 60 ans en 1981, les départs autour de 55-58 ans — avec des salaires à 80 % dans l'attente du départ à l'âge officiel — sont courants du fait des systèmes de préretraites très avantageux pour des salariés âgés et le plus souvent usés par le travail, vidant ainsi les usines des militants les plus expérimentés, et qui avaient souvent été parmi les plus combattifs au cours des années 1960-1970.

Parallèlement aux augmentations de pouvoir d'achat de la période 1968-1983, les mêmes syndicats acceptaient les augmentations de productivité et toutes les formes de risque au travail à partir du moment où elles donnaient lieu à des primes de pénibilité à défaut qu'elles soient intégrées dans le salaire. C'est la façon syndicale d'entériner le « travaillez plus pour gagner plus » du pouvoir politique qui n'a pas attendu la formule de Sarkozy pour s'imposer et permettre en conséquence d'atteindre une seconde phase de la « société de consommation », une accession massive à la propriété et aux loisirs (les nouvelles formes du tourisme de masse, les tarifs *low cost*, etc.) pour les salariés qualifiés et les professions intermédiaires.

Cette stratégie syndicale trouvait sa « justification » pratique dans le « grain à moudre » (en langage syndical) qui en résultait objectivement (le « ruissellement » dirait-on aujourd'hui dans la novlangue postmoderne du pouvoir) ; mais elle trouvait aussi sa « justification » théorique dans l'application du marxisme mécaniste vulgaire de la loi de la valeur-travail. Le raisonnement est simple : on accepte les augmentations de productivité et de pénibilité du travail à partir du moment où on peut les monnayer par des primes qui augmentent « la valeur » de la force de travail. Les syndicats ne trahissent pas : ils défendent la valeur de la force de travail ! Un raisonnement qui est déjà à la base du respect de la division/hiéarchie capitaliste du travail, de l'acceptation des augmentations en pourcentage, etc. La même logique était déjà à l'origine des « régimes spéciaux » et perdure dans tout ce qui est en train de se négocier aujourd'hui comme le montrent les négociations actuelles avec les marins pêcheurs pour une retraite à 55 ans après 15 ans d'activité minimum. Le « pompon », si l'on peut dire, est atteint avec la proposition actuelle faite aux enseignants d'intégrer leurs primes, certes moins importantes que dans les autres secteurs de la fonction publique, dans le calcul des retraites afin de compenser la fin du calcul sur la base des six meilleurs mois.

Comment, sur cette base, lutter sur le salaire comme variable indépendante de la productivité du travail comme l'ont fait, par exemple, les ouvriers italiens entre 1969 et 1975 et comment refuser la logique capitaliste ? Nous l'avons déjà dit, les enseignants pourraient montrer la voie en refusant toute augmentation de travail exigée en contrepartie des augmentations de salaire (les cent euros de plus en début de carrière) qui leur seraient octroyées, mais même sur cette base radicalisée, elle ne laisse aucune opportunité à un quelconque alliage avec des lycéens, dont la révolte, plus ou moins larvée et latente, n'est pas dirigée contre la réforme de l'Éducation nationale, mais contre l'institution elle-même derrière laquelle les enseignants s'abritent encore (la défense du service public et le double discours qui l'accompagne).

Dans le secteur privé, cette question ne se pose même plus parce que le procès de production, dans les grandes entreprises, a quasiment cessé d'être un procès de travail (vivant). Il n'y a d'ailleurs plus que les PME qui embauchent, les grandes entreprises débauchant plutôt et pas forcément pour des délocalisations, mais pour une technologisation accrue du procès de production, en particulier dans ses segments à forte valeur ajoutée. La lutte est alors souvent orientée vers l'extérieur en direction des pouvoirs publics, pour sauver des emplois, plutôt qu'à l'intérieur contre un patron indiscernable. Les syndicats jouent donc leur rôle habituel d'interlocuteurs, même si les initiatives de la base, comme à Continental, mettent des coups de pression pas forcément prévus ni souhaités. Dans cette mesure le « tout est à nous rien n'est à eux » n'est qu'un slogan de manifestation pour étudiants sur le retour, parce que les luttes actuelles ne se posent plus immédiatement en terme d'appropriation des moyens de production, mais de confrontation directe avec l'État plus qu'avec le patronat. Et cela c'est nouveau, car jusque-là seules les luttes des non-salariés (paysans, artisans-commerçants) prenaient ce chemin. Certains ont cru bon de disqualifier le mouvement des Gilets jaunes parce qu'il affrontait directement l'État, mais aurait oublié volontairement le MEDEF en raison de son caractère non prolétarien, non-classiste, bref impur et par conséquent dangereux ; mais que fait d'autre le mouvement des salariés sur les retraites ? À qui s'adresse-t-il en premier y compris par la voix des syndicats de traminots et cheminots ? Et les rares manifestations qui prennent la direction du siège du patronat français toujours le vendredi, on se demande bien pourquoi d'ailleurs, sont d'une telle tristesse, surtout à l'arrivée, que ça ôte toute envie de faire la suivante. Tous ceux qui y participent savent en effet à l'avance qu'elles ne mèneront à rien parce qu'il n'y a rien à négocier avec le MEDEF, surtout sur le sujet, parce que ce qu'il fait sur le terrain, c'est de tenter de se débarrasser par tous les moyens de tous les plus de 50 ans.

Mais revenons à l'affaiblissement des syndicats puisqu'il s'agit bien aussi de cela. Devant cette offensive du capital, c'est la CFDT qui a eu les facultés de réaction les plus rapides. Elle a eu la capacité de coller à la dimension universaliste de la gauche (CMU, propositions sur le revenu garanti, accent sur « la prise en compte de la pénibilité », la formule est jolie) tout en reconnaissant le processus d'individualisation morcelant la classe (elle s'implante dans les PME et les entreprises de service où la syndicalisation est faible et la précarité forte). Aux dernières élections professionnelles, la CFDT s'affirme dorénavant comme la première force syndicale, mais une force de pure négociation au sommet puisque c'est une force sans force sur le terrain. Sa fraction de gauche (issue de l'après 68 puisqu'elle y accueille tous ceux qui croyaient au syndicalisme révolutionnaire ou qui avaient été écartés de la CGT), recyclée façon post-moderne dans Solidaires, va cultiver la défense des intérêts catégoriels de la fonction publique, puisqu'elle n'a aucune implantation dans le secteur privé et une implantation sujette à caution dans le public où ses dirigeants sont souvent des cadres de la fonction publique et des permanents syndicaux. Elle est elle aussi incapable de mobiliser hors cheminots et hospitaliers et se contente de déclarations générales à prétention radicale sur tous les sujets sociétaux à la mode.

La seule réaction de la CGT à son affaiblissement dans les secteurs de l'industrie lourde et de l'automobile sera de se rallier, contrainte et forcée, à la « démocratie ouvrière », après le débordement qu'elle a subi en 1986 avec les « coordinations ». Place aux assemblées générales qui satisfont les tenants de l'auto-organisation. Place aux « interpros » qui satisfont les gauchistes qui se sont fait une large place dans les rangs syndicaux (surtout en provenance de Lutte ouvrière).

Pour couronner le tout, des procédures intersyndicales sont devenues la règle, laissant sous-entendre que tous les signataires des tracts et des appels ont la même importance en droit. C'est le piège mortel dans lequel est tombée la CNT, spécialiste de l'avalage de couleuvre pour être intégrée coûte que coûte au nouveau processus consensuel de la démocratie syndicale post-stalinienne. Il s'agira d'adopter une ligne de conduite qui permette avant toute chose de figurer parmi les signataires et les

organisateurs ; de gagner sa place, certes mince et subordonnée dans les faits, mais avec drapeau identitaire, dans le défilé syndical, bien loin d'un cortège de tête maudit qui lui a siphonné toute une partie de son ancienne audience.

Tant et si bien qu'aujourd'hui et contrairement aux années 1960-1970, l'ancienne trotskiste, mais largement partagée ailleurs, consistant à dire qu'il y a un écart entre la base, toujours saine et combative, et le sommet toujours manipulateur/récupérateur, si ce n'est traître, ne tient plus³. L'écart entre les fractions de gauche du syndicat et la direction n'existe plus au sens strict puisqu'auparavant cet écart aurait conduit à une exclusion alors qu'aujourd'hui il fonctionne comme soupape de sécurité pour les directions. Le vrai écart est donc celui entre les syndicats d'un côté et les salariés et autres catégories de l'autre (la désyndicalisation et d'une manière générale la méfiance qui les inclut dans la méfiance vis-à-vis de tout l'appareil politique et les institutions), comme l'ont montré, par défaut, les Gilets jaunes.

Du point de vue de l'antagonisme supposé entre capital et travail, le mouvement ouvrier se pose, nous l'avons déjà dit, en défense politique d'une position dans le social, (la CGT, toute affaiblie qu'elle soit, a remplacé un PCF moribond et ne parlons pas de l'Italie !), alors même que cette position s'est effritée dans le rapport social de production, rendant pathétiques les appels à la grève générale. Et c'est cet enfermement dans une position sociale qui empêche que soit abordée la question politique d'une alternative au capitalisme, alors que fleurissent les slogans anticapitalistes qui restent justement à l'état de slogans. Les syndicats n'ont pas pris la mesure du changement qu'impliquait cette confrontation directe à l'État, centrée sur la rue. Pour eux, les manifestations ne représentaient qu'un complément à la grève et à la négociation et non l'objet central de la confrontation avec les moyens appropriés pour une manifestation transformée ainsi en action directe... et en confrontation avec la police, longtemps considérée elle-même comme une branche de l'activité salariée, certes spécialisée, mais qu'il s'agissait de « gagner », surtout que contrairement aux gendarmes mobiles et à l'armée en général, les policiers sont syndiqués eux aussi, y compris dans des syndicats « ouvriers » (CGT, FO, UNSA) même si ceux-ci sont aujourd'hui minoritaires par rapport aux nouveaux syndicats spécifiques (Alliance).

Le retour des références citoyennes y compris chez certaines fractions de Gilets jaunes qui ne mettaient pas l'accent sur l'insoumission (la « désobéissance civile ») sont le signe d'une société qui ne voit plus ou ne croit plus à une perspective de sortie ou de dépassement du capitalisme. En matière électorale, cela peut aller de listes « jaunes » plus ou moins apolitiques dans des villages aux tentatives de municipalisme libertaire à la Commercy. Le catastrophisme climatique est l'autre expression de cette incapacité, d'où l'idée qu'il est plus difficile aujourd'hui de concevoir la fin du capitalisme que la fin du monde.

Cela permet de réactiver une théorie de la crise qui ne soit plus dépendante de la « crise finale » du capitalisme que certains attendent en vain depuis presque cent ans. Toutefois elle repose sur les mêmes présupposés logiques que ceux de l'analyse marxiste de la crise depuis 2008. La théorie des crises cycliques ayant été abandonnée au profit d'une conception de la crise systémique continue, dans tous les cas on raisonne en termes déterministes de « la crise ne peut que s'approfondir », « les années à venir seront plus terribles encore ». On est toujours dans « le toujours plus », le toujours pire, puisque les nouveaux facteurs de crise vont se surajouter aux anciens et non pas les remplacer.

3 – Nous ne jurons pas qu'elle a été juste un jour, mais il y a quand même discussion pour les périodes historiques de la lutte de classes pendant lesquelles il était possible de pratiquer un entrisme de lutte de classes comme en 1936 par exemple en France (cf. les livres de Daniel Guérin et Jean Rabaut), ou même jusqu'au début des années 1960 en Italie.

Le moins qu'on puisse dire c'est que, contrairement à certaines assertions en provenance de l'extrême gauche, la lutte contre les retraites ne se mène pas « contre les retraites et son monde⁴ ». En effet, plus le mouvement perdure plus il s'éloigne de la critique de « et son monde », c'est-à-dire du capitalisme parce qu'il ne prend justement pas les choses à la racine en ne faisant pas de la critique du travail lui-même le centre de sa lutte. En conséquence de quoi il perd de son aspect compact pour se diluer dans l'addition de catégories multiples qui loin de converger dans un mouvement unitaire s'additionnent dans une sorte d'intersectionnalité à vocation inclusive. Ainsi voit-on aujourd'hui, dernier exemple en date, les policiers de la brigade scientifique en colère intervenir dans les « interpros » pour demander de l'aide pour la réalisation de leurs spectacles de scènes de crime comme ils l'ont déjà fait à Paris et veulent le réitérer à Lyon ; et cela, au nom de la défense du service public ! Après les avocats, la police scientifique... À quand les surveillants de prison ?

En une quarantaine d'années, on est passé du prolétariat classe révolutionnaire, parce qu'elle ne connaît aucun tort particulier du fait qu'elle les concentre tous (Marx), à l'idée qu'il n'y a que des torts particuliers... qui se valent tous. Et tout un chacun parmi les catégories déjà en lutte de s'esbaudir sur la nouvelle catégorie toujours hautement plus improbable qui vient alors se greffer, sans pourtant produire la moindre dynamique ni effet de collectif en fusion. Bien au contraire puisque de fait se produit un mouvement de va-et-vient entre entrants et sortants de la lutte qui ne laisse finalement que des noyaux durs et résistants, mais isolés face au gouvernement.

La situation est comme suspendue par la mise en opposition (on ne peut pas parler ici d'antagonisme) de deux faiblesses qui s'annuleraient si, comme au jeu d'échecs les « blancs » (le pouvoir) n'étaient pas privilégiés par le fait d'avoir, par règle, un coup d'avance sur les « noirs » (les résistants). En effet, contrairement à ce que beaucoup croient, qui confondent autoritarisme et autorité, nous avons affaire à un pouvoir faible, le contraire de ce qu'était le pouvoir gaulliste en 1968 (cf. Grenelle), dont le présupposé est que la négociation est un acte de faiblesse qui l'affaiblirait encore davantage, car il remettrait en cause sa légitimité auprès de la petite couche qui l'a élu et à qui il a fait des promesses, qu'en plus il ne tient pas. Au mieux il ne peut pratiquer que la carotte (les mesures de décembre puis le « grand débat ») et le bâton (le tout répressif de Castaner). En face, ce sont des syndicats affaiblis qui ne peuvent que bluffer le coup de force, alors qu'ils n'ont plus cette force dans le rapport social et que même la force qu'il leur reste est maintenue dans son « canal historique », comme nous le disions dans notre texte précédent. Il ne faut surtout pas être confondu avec les Gilets jaunes ; il ne faut surtout pas ajouter à la casse du service public la casse de l'outil de travail, il ne faut surtout pas se mettre à dos l'opinion publique. C'est le mouvement-travail arc-bouté sur le « il ne faut surtout pas... » face au mouvement-capital du « il faut toujours plus... ».

C'est alors le retour de la routine. Si on veut un exemple concret, les syndicats ont annoncé la semaine dernière le programme des quinze prochains jours de mobilisation jusqu'à la « Journée internationale des droits des femmes » du 8 mars. « Tout est dans tout et réciproquement » comme disait un humoriste de l'ancien monde. Ultime avatar de la convergence ? Cela ne semble pas être le cas puisque la manifestation nationale des Gilets jaunes prévue le 7 mars à Lyon (et peut-être dans une ou deux autres villes) n'est pour le moment pas relayée par les syndicats. Il s'agissait

4 – Cf. la Plateforme d'enquête militante des Gilets jaunes et leur texte « Jusqu'ici tout va bien » du 4 janvier 2020, disponible sur le site de *A Contretemps*. « Et son monde » est une formule qui tourne au cliché parce qu'elle est maintenant systématiquement accolée à n'importe quelle proposition première (censée être peu signifiante en soi et fonctionner comme prétexte), ici la réforme des retraites, en signe de radicalisation... du discours.

plutôt d'accompagner les débats parlementaires en jouant les groupes de pression. Le 49.3 vient paradoxalement mettre en échec cette stratégie de pacotille, à fleurets mouchetés... et peut-être relancer la lutte à condition de changer de braquet. Certes le 49.3 est un signe d'autoritarisme, mais il a été pratiqué par tous les gouvernements depuis qu'existe la V^e République. Pour nous qui avons été Gilets jaunes, ne nous trompons pas de combat : nous avons risqué gros pour nous défaire de cette République, de ses institutions et donc de ses députés, ce n'est donc pas maintenant le moment de les soutenir parce qu'ils se retrouvent privés de leurs fausses joutes et de leurs dépôts d'amendements à n'en plus finir. Parce qu'autrement, et une fois de plus, cela va se terminer en farce électorale.

Temps critiques, le 8 mars 2020.